

Freddy EYTAN

**Cinquante ans d'activités
diplomatiques pour aboutir à la paix**



Le CAPE de Jérusalem

INTRODUCTION

A en croire l'opinion internationale, tous les gouvernements israéliens refusent de se retirer des Territoires et n'ont pas vraiment recherché à aboutir à un règlement de paix avec l'ensemble des pays Arabes et en particulier avec les Palestiniens.

Cette étude contredit cette opinion non fondée et rétablit la vérité historique.

Elle prouve pour la première fois et chronologiquement que depuis la fameuse Résolution 242 du Conseil de sécurité, adoptée en novembre 1967, il y a bien eu au cours des cinquante dernières années, d'innombrables tentatives, gestes et déclarations en faveur de la paix, ainsi que de nombreux accords signés avec les Arabes.

Soulignons que depuis le 14 mai 1948, jour de la création de l'Etat Juif, il existait dans cette région du monde une double asymétrie qui marquait une situation intenable entre l'Etat d'Israël et ses voisins : un seul État juif se battait pour son existence et sa reconnaissance contre 21 pays arabes visant dès le départ à l'anéantir.

Ce conflit est sans doute difficile, complexe, et douloureux à résoudre car les intérêts en jeu sont variés et souvent contradictoires. En outre se sont greffées de manière flagrante des considérations religieuses, politiques et stratégiques poussées au paroxysme de la violence, du terrorisme, et des guerres, d'usure et totales.

Dans ce contexte, une solution adéquate au conflit demeure, à ce jour, très compliquée et ses caractéristiques sont sans précédent dans l'Histoire des peuples.

Notons qu'avant l'établissement de l'Etat d'Israël, les dirigeants juifs de l'époque avaient accepté de nombreux plans internationaux et notamment le partage du pays. Prenons pour exemple la Commission Peel de 1937, les fameux Livres Blancs, et la célèbre Résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies 181 de 1947, appelant au partage de la Palestine mandataire qui fut rejetée d'emblée par tous les pays arabes.

Depuis le premier jour de la création de l'Etat d'Israël tous les dirigeants du pays, de droite comme de gauche, ont appelé à un règlement de paix équitable. Dès le départ, la main fut tendue sincèrement à la paix et à la coexistence. Ce noble geste est d'ailleurs fortement inscrit dans la Proclamation de l'Indépendance de l'Etat Juif, et il fait toujours partie de la politique de tous les gouvernements israéliens.

La base de cette politique reposait jusqu'à la guerre de Six Jours sur trois points principaux :

- Reconnaissance de l'Etat d'Israël.
- Frontières internationales permanentes.
- Installation des réfugiés dans les pays arabes.

Tous les pays arabes avaient refusé catégoriquement toute négociation sur la base de ces points fondamentaux. Ils se sont lancés, dès novembre 1947, dans une guerre totale pour tuer dans l'œuf le jeune Etat juif qui venait de naître. Cinq armées arabes envahirent Israël dans le but précis de l'anéantir. À la fin de la guerre, et suite aux Accords d'armistice de 1949, les pays arabes exigeaient un retrait complet sur les lignes d'avant-guerre, ainsi que le retour de tous les réfugiés. Malgré la fragilité de l'État juif et ses difficultés à intégrer les grandes vagues d'immigration, et notamment les rescapés de la Shoah, Israël était prêt à accepter plus de 100 000 réfugiés arabes et à entamer, sans conditions préalables, des pourparlers de paix.

La Ligue arabe refusait un plan-cadre et rejetait le droit d'Israël à exister parce qu'il s'agissait, selon elle, d'un « corps étranger au Levant, et un tremplin de

l'Occident ». Ce rejet a provoqué des guerres, des attaques terroristes et un sabotage systématique contre toute initiative de paix. Pis encore, la Charte palestinienne publiée en 1964 niait toute identité nationale du peuple juif, étant donné que l'objectif des Arabes était la libération de toute la Palestine « de la mer au fleuve ».

Pour atteindre ce but, les pays arabes ont acquis, principalement de l'Union soviétique, des quantités importantes d'armes et de munitions.

Toutes les tentatives de la part d'Israël, de l'ONU et des Grandes puissances d'amorcer un dialogue avaient échoué, même après la défaite égyptienne dans la campagne de Suez de 1956, et le retrait des forces israéliennes de toute la péninsule du Sinaï et de la bande de Gaza, en mars 1957.

L'hostilité permanente et le refus systématique des pays arabes à s'asseoir à la table des négociations ont obligé Israël à renforcer son droit légitime de se défendre contre toute attaque. Les menaces répétitives ont été mises en exécution avec le blocus du détroit de Tiran et l'expulsion des observateurs de l'ONU de la bande de Gaza. Ce fut une menace existentielle qui s'est acheminée par le déclenchement de la guerre des Six Jours.

Notons que dans la bande de Gaza régnait un régime militaire égyptien, tandis qu'en Cisjordanie, les Jordaniens assuraient le pouvoir. Donc, de 1948 à 1967, l'Égypte et la Jordanie avaient clairement refusé de créer un État palestinien et ont même permis des activités terroristes en provenance de ces zones.

50 ans se sont déjà écoulés, et Israël a signé depuis des traités de paix avec l'Égypte et la Jordanie, mais toutes les tentatives d'atteindre cet objectif avec les Palestiniens ont été vouées à l'échec.

Cette étude donc révèle qu'il y a eu de nombreuses initiatives pour régler ce conflit, contrairement à la campagne de désinformation et aux messages de propagande orchestrés par les Palestiniens.

Le refus des Arabes à toute négociation

La victoire écrasante d'Israël en 1967 et la défaite cuisante des armées d'Égypte, de Syrie et de Jordanie n'ont pas amélioré la situation. Les Arabes sont devenus plus intransigeants et refusèrent d'arrêter les hostilités.

40 jours après la guerre, une conférence de la Ligue arabe réunie à Khartoum décide à l'unanimité : [Voir en annexe]

- Non à la reconnaissance de l'Etat d'Israël.
- Non à la négociation.
- Non à la paix.

La Résolution 242 du Conseil de Sécurité

Malgré les Trois Non de Khartoum, Israël a accepté la Résolution 242, adoptée le 22 novembre 1967 au Conseil de Sécurité. Cette décision historique constitue, à ce jour, une base solide à toute négociation de paix en cours, et elle demeure un élément fondamental dans tous les accords signés entre Israël et ses voisins arabes.

Cette Résolution exige un retrait des forces de Tsahal et l'ouverture de négociations de paix par l'intermédiaire de l'émissaire spécial des Nations-Unies, Gunnar Jarring.

Dans cette Résolution, il existe un dosage soigneusement équilibré de concessions demandées à chacun des protagonistes, le retrait est l'un des deux principes qui devait être appliqué pour résoudre le conflit, et il est exposé en parallèle avec le principe de sécurité des frontières.

La Résolution 242 évoque deux problèmes qui domineront les événements du Proche-Orient dans les années à venir :

-L'avenir des territoires occupés.

-Le problème des réfugiés. (Il est à noter que la Résolution 242 ne précise pas si les réfugiés sont des Palestiniens ou des réfugiés juifs rescapés des pays arabes)



Yitzhak Rabin et le roi Hussein de Jordanie signent un traité de paix à Washington, le 25 juillet 1994, en présence de Bill Clinton

Efforts de paix avec l’Egypte et la Syrie

Dès le 19 juin 1967, neuf jours seulement après la fin de la guerre, le ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, exprime à l’Assemblée générale des Nations-Unies la volonté du gouvernement israélien de se retirer de la majorité des territoires en échange de la paix. [Voir le discours en annexe]

Le 27 juin 1967, le Premier ministre, Levi Eshkol, exprime le désir ardent d’Israël d’établir une paix réelle et durable avec tous les pays arabes. [Voir annexes]

Depuis l’adoption de la Résolution 242 du 22 novembre 1967, et durant trois années consécutives, jusqu’en 1971, l’envoyé spécial au Moyen-Orient, Gunnar Jarring, effectue de nombreuses navettes dans les capitales respectives de la région. Toutefois, ses longues conversations au Caire, à Jérusalem et à Damas n’ont pas réussi à lancer un processus de paix. Elles ont même conduit à une guerre d’usure le long du canal de Suez.

Il est à noter qu’en parallèle avec la médiation Jarring, le vice-Premier ministre, Yigal Allon, proposait un plan de paix pragmatique basé sur les frontières défendables dans la vallée du Jourdain et les hauteurs du Golan.

Le 8 octobre 1968, le ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, propose devant l’Assemblée des Nations-Unies un plan de paix basé sur les points suivants : (Voir annexes)

- Frontières sûres, ouvertes et reconnues
- Accords de sécurité
- Libre navigation
- Solution pour les réfugiés.
- Sauvegarde des Lieux saints à Jérusalem.
- Reconnaissance de la souveraineté des Etats et fin de la belligérance.
- Coopération régionale.

Depuis juillet 1969 jusqu'à la mort de Nasser, en septembre 1970, le Premier ministre, Golda Meir, a adressé de multiples messages au président égyptien par l'intermédiaire de diplomates britanniques, Américains et Roumains. Nasser refusa tout contact avec Israël.

En décembre 1969, un plan de paix est proposé par le Secrétaire d'État américain, William Rogers. Nasser refuse des pourparlers directs avec Israël, et Golda Meir refuse de se retirer du Sinaï sans avoir signé une ébauche de traité avec l'Égypte.

En mai 1971, Golda Meir demande au Secrétaire d'État Rogers d'organiser une rencontre secrète avec le président Sadate. Aucune suite.

En septembre 1971, le Président du Congrès juif mondial, Nahum Goldman révèle à Golda Meir qu'un ministre égyptien serait prêt à rencontrer son homologue israélien. Suite à de nombreuses tractations, les Égyptiens reviennent, à la dernière minute, sur leur décision.

En mai 1972, un message du Président de la Roumanie affirme que le président Sadate serait prêt à rencontrer le Premier ministre israélien. Golda Meir répondit par l'affirmative mais cette rencontre n'a jamais eu lieu.

Après la guerre de Kippour et dans le cadre de la Conférence internationale de Genève, Abba Eban affirme le 23 décembre 1973, qu'Israël est prêt à signer des accords de paix dans le cadre d'un véritable et sincère compromis avec tous les pays arabes. [Voir annexes]

Le 18 janvier 1974, des accords de désengagements sont signés avec l'Égypte, et le 31 mai 1974 signé avec la Syrie. Afin de poursuivre le processus de la Conférence de Genève, les États-Unis et Israël (Henry Kissinger et Yigal Allon) signent un Mémorandum stratégique.

Le 13 février 1977, le Secrétaire d'État américain, Cyrus Vance, annonce que le gouvernement israélien est prêt à reprendre les pourparlers de paix à Genève sur la base des Résolutions 242 et 338 de l'ONU. Les Arabes font la sourde oreille.

Juste après la montée au pouvoir de Menahem Begin en mai 1977, le ministre des Affaires étrangères, Moshe Dayan, entame en secret, en Roumanie et au Maroc, des négociations avec des responsables égyptiens. Elles conduiront à la visite historique de Sadate à Jérusalem, aux accords signés à Camp David en 1978, et au Traité de paix avec l'Égypte le 26 mars 1979.

Notons qu'après que la Première guerre du Liban, un accord de paix fut signé le 17 mai 1983. Il comprenait des arrangements de sécurité dans le Sud du pays du Cèdre. Cependant, suite à de fortes pressions de la Syrie, le Parlement libanais refusa de l'appliquer, et il fut abrogé quelques jours plus tard.

Le 31 octobre 1991, une conférence internationale s'est réunie à Madrid avec la participation d'Israël et des pays arabes et sous le patronage de Mikhaïl Gorbatchev et George Bush. Les Palestiniens étaient représentés par une délégation jordano-palestinienne.

Le 26 octobre 1994, un Traité de paix est signé entre la Jordanie et Israël.

Les principales conséquences de la guerre des Six Jours

Soulignons une fois encore que la guerre des Six Jours éclata après une longue période de tension et après de nombreuses tentatives diplomatiques d'Israël d'éviter la guerre. L'Égypte a fait la sourde oreille et a poursuivi ses activités hostiles, en bafouant les lois internationales à la lumière du jour.

La guerre des Six Jours a provoqué un changement significatif dans les relations complexes existant entre Israël et les pays arabes. Toutefois, Israël a refusé d'annexer la Cisjordanie et la bande de Gaza. Par cette politique, tous les gouvernements israéliens ont voulu affirmer que ces territoires sont controversés et donc leur avenir sera déterminé uniquement par la négociation.

Depuis 1967, Israël opère en Judée, en Samarie et dans la bande de Gaza, conformément aux Droit international, et notamment dans l'utilisation des terres publiques pour y construire des implantations. L'avenir de ces implantations sera débattu dans le cadre des négociations sur le statut final.

Suite aux échecs des attentats terroristes le long de la frontière avec la Jordanie et le Liban, le déclenchement de la guerre d'usure qui a conduit deux ans plus tard à la guerre de Yom Kippour, les leaders des pays arabes ont conclu qu'il serait impossible de vaincre Israël sur le champ de bataille et récupérer par la force et la terreur les territoires occupés.

Les Accords de désengagements signés avec la Syrie et surtout avec l'Égypte ont conduit aux Accords de Camp David de 1978, et un an plus tard au traité de paix avec l'Égypte. En échange de cet accord, Israël s'est retiré complètement de la péninsule du Sinaï, et a démantelé plusieurs implantations, dont le village de Yamit.

Dans le cadre des Accords de Camp David, le gouvernement Begin a également reconnu les droits légitimes des Palestiniens et leur a proposé une autonomie administrative complète. Le 28 décembre 1977, Begin a présenté un plan détaillé pour résoudre le problème palestinien (Voir annexes). Malgré cette initiative

importante vers la paix, l'OLP et tous les pays arabes ont coupé leurs relations avec l'Egypte et le président Sadate fut assassiné le 6 octobre 1981.

Depuis lors, et suite à l'installation du QG de l'OLP à Tunis, les attentats terroristes se poursuivirent, tandis que des voix s'élevaient en Europe pour la création d'un Etat palestinien et le retrait des forces israéliennes de tous les territoires, notamment de Jérusalem-Est.

Les Accords d'Oslo et le retrait unilatéral de la bande de Gaza ainsi que le démantèlement des implantations de Goush Katif et du nord de la Cisjordanie n'ont pas permis de faire avancer le processus de paix ni parvenir à un accord permanent. Au contraire, ils ont conduit à des affrontements et des attentats terroristes et en revanche à un durcissement de la position israélienne.



Les Accords de Camp David sont signés entre Menahem Begin et Anwar el Sadate, le 17 septembre 1978

Les tentatives de résoudre le problème palestinien

En 1974, immédiatement après la guerre de Yom Kippour, deux ministres du gouvernement Yitzhak Rabin, Victor Shemtov et Aharon Yariv, ont proposé d'entamer des négociations de paix avec les Palestiniens. Le Premier ministre Rabin préféra régler le problème dans le cadre d'un arrangement avec la Jordanie.

Depuis, de nombreuses rencontres ont eu lieu avec des représentants de l'OLP et notamment par l'intermédiaire de l'ancien Président du Conseil, Pierre Mendes France. Parallèlement, le gouvernement israélien avait tenté de former une autonomie palestinienne avec des notables palestiniens des territoires et envisager une confédération avec la Jordanie.

La Ligue arabe réunie à Rabat, en octobre 1974, rejeta toutes les tentatives israéliennes et décida que seul l'OLP est le représentant légitime des Palestiniens. Cette impasse dans la solution du conflit a conduit à une vague de violence et d'attentats et en décembre 1987, à la première Intifada.

Le 11 avril 1988, le ministre des Affaires étrangères, Shimon Pérès, rencontre secrètement à Londres le roi Hussein de Jordanie. Ils concluent ensemble un accord (Document de Londres) qui prévoyait dans le cadre d'une conférence internationale d'éloigner l'OLP d'Arafat et de faire progresser l'option jordanienne.

Des profonds désaccords entre le Likoud d'Yitzhak Shamir et le parti travailliste de Shimon Peres ont provoqué une crise au sein du gouvernement d'union nationale. Cette crise de la coalition parlementaire a conduit le roi Hussein à ne pas respecter le Document de Londres, et d'annoncer le 31 juillet 1988 que la Jordanie se retirait de toute responsabilité en Cisjordanie, et que l'OLP était le représentant exclusif du peuple palestinien.

Le 14 novembre 1988, Yasser Arafat proclame à Alger la création d'un État palestinien. Un mois plus tard, le 14 décembre 1988, Arafat accepte les Résolutions 242 et 338 et condamne le terrorisme. Le même jour, le Président Reagan décide d'ouvrir un dialogue avec l'OLP.



*Les Accords d'Oslo signés entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat
à Washington, le 13 septembre 1993*

Les Accords d'Oslo

Le nouveau gouvernement Rabin-Peres décide au début 1993 d'entamer à Oslo des contacts secrets avec des représentants de l'OLP. Le 13 septembre 1993, Israël et l'OLP signent sur la pelouse de la Maison Blanche un accord de principes : Oslo 1. Une Autorité palestinienne est installée à Ramallah sous la présidence d'Arafat. Tsahal se retire de plusieurs villes de Cisjordanie et de Gaza.

Le 28 septembre 1995 un nouvel accord est signé à Washington : Oslo 2. En vertu de cet accord, les territoires de Judée, de Samarie et de la bande de Gaza sont partagés en trois zones :

Zone A : sous le contrôle civil et sécuritaire de l'Autorité palestinienne.

Zone B : contrôle civil des Palestiniens et sécuritaire d'Israël.

Zone C : contrôle civil et sécuritaire de l'Etat d'Israël.

Depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995, et jusqu'à l'élection de Benjamin Nétanyahou, les actes terroristes et les bombes humaines ont augmenté considérablement. Le gouvernement israélien décide de formuler une nouvelle politique celle de la « réciprocité ». Le 23 octobre 1998, Nétanyahou signe avec Arafat le « protocole d'Hébron », sur un redéploiement des forces israéliennes dans la ville des Patriarches. La cérémonie officielle s'est tenue à la Maison Blanche avec la participation du Président Clinton, du Président Moubarak, et du roi Hussein de Jordanie.

Suite à des divergences sur l'application du protocole d'Hébron, et la poursuite de l'incitation à la haine, les négociations avec les Palestiniens sont gelées. En mai 1999, Ehoud Barak est élu Premier ministre.

Le 4 septembre 1999, un nouvel accord est signé à Sharm el-Cheikh. Parallèlement, Israël se retire complètement et unilatéralement du territoire libanais.

Un nouveau cycle de négociations avec les Palestiniens commence le 5 juillet 2000 à Camp David, parrainé par le Président Clinton. Il sera poursuivi à Paris et à Taba. Barak offre à Arafat un compromis historique dont un retrait de plus de 90% des territoires et des arrangements administratifs à Jérusalem. Arafat rejette toutes les propositions d'Israël et déclenche une deuxième Intifada.

Le 10 août 2001, Ariel Sharon est élu Premier ministre de l'Etat d'Israël.

En juin 2002, le Quartet présente une « Feuille de route pour la paix » pour pouvoir résoudre le problème palestinien. Sharon émet 14 réserves, principalement sur des aspects sécuritaires. Le 4 juin 2003 un sommet à Aqaba, réunit Sharon et Abbas sous les auspices du Président Bush et du roi de Jordanie.

Suite à la mort d'Arafat le 11 novembre 2004 à Paris, et la nomination de Mahmoud Abbas comme président de l'Autorité palestinienne, se réunit le 8 février 2005 un nouveau sommet à Charm el-Cheikh.

En août 2005, Israël se retire unilatéralement de la bande de Gaza et déracine toutes les implantations de Goush Katif et quatre autres dans le nord de la Cisjordanie. Par conséquent, le Hamas chasse l'Autorité palestinienne, prend le contrôle de la bande de Gaza et tire en permanence des roquettes sur des villages israéliens du Néguev.

Avec l'arrivée au pouvoir du Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, des négociations secrètes avec les Palestiniens débutent en décembre 2006 et se poursuivent durant deux ans. En novembre 2007, un sommet est organisé à Annapolis par le Président des Etats-Unis pour relancer le processus de paix et parvenir à un accord permanent. Le Premier ministre Olmert avait proposé un important retrait de la Cisjordanie, mais les Palestiniens avaient, une fois encore, rejeté cette offre généreuse. [Voir la carte d'Olmert en annexe]

Le 14 juin 2009, à l'Université Bar-Ilan, le Premier ministre Nétanyahou propose pour la première fois d'établir un Etat palestinien démilitarisé aux côtés de l'Etat d'Israël. [Voir l'intégralité du discours en annexe]

En septembre 2010, l'administration Obama décide de relancer le processus de paix sous la médiation de la Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton. Israël a accepté de geler durant 10 mois la construction d'implantations en Cisjordanie.

Lors du second mandat du président Obama et durant 4 ans supplémentaires, le Secrétaire d'Etat, John Kerry tente lui aussi de faire avancer le processus de paix, mais sans succès.

Le 15 janvier 2017 se réunit à Paris une Conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient, mais sans la participation d'Israël et les Palestiniens.

Suite à l'élection du Président Donald Trump des émissaires américains tentent à ce jour de relancer le processus de paix et d'aboutir à un accord de paix régional. Le Président américain s'est rendu début juin 2017 en Arabie saoudite, en Israël et à Bethléem. Lors de sa rencontre avec Mahmoud Abbas, il exige de cesser les activités terroristes et les paiements de salaires aux familles des « martyrs » (Révélation du Général de brigade Yossi Kupervasser directeur de projets stratégiques au JCPA-CAPE de Jérusalem).

Le 12 octobre 2017, le Fatah et le Hamas signent au Caire un accord de réconciliation qui prévoit le retour de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza.



Les leaders du Hamas font de la destruction d'Israël leur combat quotidien

L'impasse du processus de paix : les principales raisons

Le contexte historique

Depuis la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917 jusqu'à ce jour, toutes les tentatives de régler le problème palestinien ont été vouées à l'échec. Les raisons sont multiples et concernent différents récits historiques, des barrières idéologiques et psychologiques, des questions sécuritaires et une méfiance réciproque.

Jusqu'en juin 1967 la question palestinienne ne figurait pas en priorité dans le monde arabe, mais par la suite, les opérations terroristes spectaculaires perpétrées par l'OLP ont exhorté les dirigeants arabes et la communauté internationale à exercer de fortes pressions sur Israël pour qu'il se retire de tous les territoires occupés.

La solidarité arabe et le soutien de la France

Le problème palestinien a suscité une large sympathie au sein du monde arabe et dans les pays non-alignés. La crise pétrolière et les mouvements d'extrême gauche ont provoqué en Europe de nombreuses manifestations en faveur de la cause palestinienne. Même l'assassinat spectaculaire de 11 athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich en 1972 a été perçu par ces mouvements comme des actes légitimes de « résistance ».

Paris était devenue la capitale de la cause palestinienne. La France a été le premier pays occidental à reconnaître Arafat comme le seul dirigeant officiel des Palestiniens tandis qu'Israël, la majorité des pays européens, et les Etats-Unis considéraient Arafat comme chef d'une organisation terroriste.

Le 21 octobre 1974, le ministre français des Affaires étrangères, Jean Sauvagnargues, rencontre Yasser Arafat à l'ambassade de France à Beyrouth.

Quelques mois plus tard, la France ouvre un bureau diplomatique de l'OLP à Paris.

La France prétendait que son soutien à la cause palestinienne lui permettait d'obtenir du pétrole des pays producteurs, et éviterait des actes terroristes sur son sol.



Depuis de Gaulle, Paris est devenue la capitale de la cause palestinienne

Question complexe et unique et non seulement territoriale

La solution du problème palestinien que la communauté internationale exige depuis 1967 est une question complexe, compliquée et unique. Elle ne peut être résolue selon des critères historiques européens.

Pour pouvoir résoudre le problème palestinien chaque camp devrait accepter le compromis mais aussi refuser des décisions extrêmes.

Ce n'est pas par une annexion israélienne ou le retrait complet des territoires qu'on réussira à résoudre le problème. Il n'est pas seulement territorial et ne ressemble pas aux litiges que nous avons connus avec la Jordanie et l'Égypte ou entre la France et l'Allemagne. Dans ce contexte, la formule « la terre contre la paix » n'est pas le principal obstacle.

L'aspect national et l'autodétermination

Rappelons que le droit du peuple juif à l'autodétermination sur sa terre ancestrale a été acquis officiellement le 24 juillet 1922 par la Société des Nations, et suite à la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917.

Il s'agit en fait d'un conflit entre deux peuples, dont l'un, arabo-palestinien, affirme que les Juifs ne sont pas une nation et ne peuvent obtenir de nationalité. Ils ne représentent qu'une religion et donc ne peuvent former un État souverain et indépendant. Cette approche rejette fondamentalement le mouvement sioniste et offre aux Juifs comme aux chrétiens un statut exclusivement religieux. Pis encore, selon les publications et ouvrages palestiniens, il n'existe aucune distinction ou séparation entre les Juifs de la diaspora et ceux qui vivent dans l'Etat d'Israël. Dans différents films et documentaires à la télévision, sur les réseaux sociaux, et dans les caricatures apparaissent souvent des motifs clairement antisémites.

Le conflit n'est pas seulement territorial par le fait aussi que les Juifs vivant en diaspora sont des cibles d'attaques terroristes.

En outre, il est clair que la clé du conflit n'est pas uniquement dans les mains des Palestiniens. Le conflit se poursuivra tant que les organisations terroristes telles qu'al Qaeda, Daesh, ou le Hezbollah chiite poursuivront leurs hostilités, et le Hamas à Gaza, continuera à saboter toute négociation avec Israël, et refusera de démanteler son arsenal militaire et détruire ses tunnels.



La menace des roquettes du Hamas (infographie : Tsahal)

Les rivalités au sein du monde arabo-musulman

Malgré l'apparence de solidarité au sein du monde arabo-musulman pour résoudre le problème palestinien, de profondes querelles et divergences sur ce sujet épineux sont toujours omniprésentes. Au fil des ans, les Arabes sont devenus plus indifférents à la cause palestinienne et leur soutien financier a fortement diminué dans tous les domaines.

Les divisions entre les diverses organisations palestiniennes, notamment entre le Fatah et le Hamas ainsi que la corruption qui frappe les pouvoirs successifs affaiblissent le leadership et a approfondi la méfiance au sein de la population.

Soulignons une fois encore que malgré les accords de paix signés avec l'Égypte et la Jordanie, l'incitation à la haine et les actes terroristes contre Israël n'ont jamais cessé et des leaders palestiniens refusent toujours de suivre la voie des modérés du monde arabe.

Débat en Israël

Avant même la création de l'Etat d'Israël, il existait au sein de la direction sioniste des opinions idéologiques différentes sur la marche à suivre. Le débat est un élément vital de chaque société et de chaque démocratie libérale. Toutefois, rappelons que dès la création de l'Etat d'Israël, toutes les organisations militaires et paramilitaires ont été dissoutes. Si les Palestiniens souhaitent établir un Etat indépendant, ils devraient donc cesser la lutte armée et les hostilités et mettre un terme définitif aux groupes terroristes et démanteler toutes les armes et les roquettes des mains des milices.

Le débat public sur le problème palestinien en Israël est légitime car il s'agit bien de questions existentielles et essentielles pour l'avenir de l'Etat. Après la signature des Accords d'Oslo le débat a violemment dérapé et a conduit à l'odieux assassinat du Premier ministre, Yitzhak Rabin. Cependant, malgré la douleur et la rage, le gouvernement a respecté les accords avec les Palestiniens, et les engagements internationaux, et a poursuivi le processus de paix, ainsi que le débat public entre la Droite et la Gauche.

Il convient également de noter que dans chaque démocratie tout parti ou mouvement à un programme politique que chacun doit respecter. En raison du système électoral toute coalition demeure fragile et dépend des caprices de chaque formation parlementaire.

Chaque Premier ministre israélien aura toujours du mal à adopter des décisions cruciales concernant des questions existentielles. Contrairement à certains pays européens, Israël n'a pas coutume d'organiser des référendums. Pour pouvoir voter une décision qui concerne par exemple, un retrait des Territoires, il est nécessaire d'avoir une majorité absolue ou former un gouvernement d'union nationale.

Notons que depuis la guerre des Six Jours, chaque processus de paix impliquait des considérations de politique intérieure et une approbation de toutes parties de

la coalition. Enfin, soulignons que les Accords de paix avec l’Egypte et la Jordanie ont été approuvés à la Knesset par une majorité écrasante tandis que les Accords d’Oslo par une majorité d’une seule voix, c’est-à-dire par seulement 61 membres de la Knesset sur les 120.



Des soldats de Tsahal facilitent l'évacuation de blessés palestiniens pendant l'Opération Bordure protectrice à Gaza

L'aspect juridique et l'image d'Israël dans les médias

Depuis la fin de la guerre des Six Jours, la communauté internationale et les médias emploient le même paradigme en exigeant qu'Israël se retire de tous les territoires occupés. Les questions sécuritaires ou la question de savoir si les arguments que donne Israël sur le conflit n'ont jamais été débattus réellement et objectivement. Pourtant, au sein des juristes et des spécialistes en Droit international, les interprétations divergent sur le terme « territoire occupé » ou « frontière internationale ».

Les Palestiniens exigent que la solution se base sur les lignes du partage de 1947 et non sur les lignes d'armistice de 1949, tracées à la fin de la guerre

d'Indépendance. Israël affirme également que la « ligne verte » ne présente pas des frontières défendables.

Israël prétend aussi que les territoires conquis en 1967 sont controversés et donc leur statut sera défini lors des négociations sur le statut final. Il exige que les négociations soient directes entre les deux parties et sans conditions préalables, et affirme que les implantations ne présentent pas un obstacle au processus de paix.

Soulignons qu'Israël se comporte en Etat démocratique. Avec le conseil et l'appui de la Haute Cour de Justice, il mène une politique relativement libérale dans le contrôle des territoires occupés.

Dans ce contexte, il existe aussi un phénomène sans précédent dans l'Histoire contemporaine. Il permet à la minorité arabe d'Israël d'avoir des liens directs et une solidarité politique complète avec ceux qui vivent en Cisjordanie. Tout en restant citoyen d'un État souverain qui est l'Etat Juif, les Arabes d'Israël se considèrent aussi comme des Palestiniens. Sans renoncer à leur nationalité israélienne, ils exigent avec pertinence la création d'un Etat palestinien.

Il est à noter que malgré le régime militaire qui administrait les Territoires juste après la guerre, les ponts avec la Jordanie étaient ouverts avec une circulation massive des personnes et des biens. Les Israéliens affluaient vers les marchés de Naplouse, d'Hébron et de Gaza, ainsi vers les souks de Jérusalem-Est. Les Arabes des Territoires arrivaient en Israël par milliers pour y travailler.

La politique israélienne s'efforçait par tous les moyens à parvenir à une coexistence avec les nouveaux voisins de la Rive occidentale. Le gouvernement cherchait un règlement pacifique dans le cadre de pourparlers directs et ouverts. Des notables et des maires de Cisjordanie étaient associés à des programmes communs. Diverses options et plans furent envisagés dont une Confédération jordano-palestinienne.

Les propositions de la communauté internationale d'intervenir et de garantir la sécurité de la population palestinienne tout en offrant des gages pour la défense d'Israël ont été rejetées. Suite à de nombreuses années d'expérience et d'échec, Israël ne pouvait compter sur le déploiement de forces internationales et a préféré de s'appuyer sur ses propres services de défense. Les exemples malheureux à Gaza et au Liban avec les observateurs de l'ONU n'ont pas contribué à la stabilité ni à contrer les actes terroristes.



La porte de Mandelbaum, poste-frontière à l'intérieur de Jérusalem entre 1948 et 1967

L'avenir de Jérusalem

La communauté internationale, y compris les États-Unis, ne reconnaît pas Jérusalem comme la capitale de l'Etat Juif. L'idée d'un partage de Jérusalem en deux capitales n'a jamais été mise à l'épreuve et l'écrasante majorité des Israéliens s'oppose à ce que Jérusalem soit la capitale d'un futur État palestinien. Cependant, les Palestiniens avec le soutien de certains pays musulmans dont la Turquie et l'Iran et des islamistes arabes d'Israël, tentent de libérer, par des manifestations et la violence, la mosquée Al-Aqsa, qui, selon

eux, se trouve en danger par le maintien de l'occupation israélienne. Les tentatives de ces deux pays musulmans, mais non arabes, de transformer le conflit politique par une guerre de religion sont vouées à l'échec en raison de la fermeté israélienne sur le plan sécuritaire et par ses engagements depuis 1967 de sauvegarder la liberté des cultes et les Lieux Saints, musulmans, chrétiens et juifs.

Depuis le grave incident du vendredi 14 juillet 2017 qui a coûté la vie à deux policiers israéliens, sur le Mont du Temple, Israël a renforcé les mesures de sécurité et contrôle strictement le *statu quo*, accepté par toutes les parties depuis 1967.

Soulignons que depuis la présidence de Jamal Abdel Nasser en Egypte, la plupart des dirigeants arabes y compris Arafat, ont agi par des motivations nationalistes et non religieuses, Nasser, Sadate, Moubarak, et Sissi aujourd'hui, se sont battus avec acharnement contre les Islamistes.

Soulignons encore que la Jordanie n'a pas sauvegardé les Lieux saints Juifs de Jérusalem. Elle a même détruit des synagogues et des cimetières. Même les tentatives faites par le Président Bill Clinton (avec le consentement du Premier ministre Ehoud Barak) de diviser Jérusalem et à trouver des arrangements appropriés pour les différents quartiers ont été rejetées catégoriquement par Yasser Arafat lors des pourparlers de Camp David au mois de septembre 2000. Arafat avait refusé tout compromis et a lancé une deuxième intifada. Depuis, et à la lumière de la situation sécuritaire et de l'évolution démographique, il est quasiment impossible de partager Jérusalem en deux capitales distinctes.

Le sort des réfugiés

Depuis 1948 la question des réfugiés n'a pas encore été résolue en raison de l'insistance des dirigeants palestiniens à perpétuer le problème et afin de permettre d'obtenir l'aide de l'UNRWA.

Il s'agit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale d'un phénomène bien étrange. Depuis 1949, une organisation onusienne est chargée uniquement des réfugiés palestiniens, tout en ignorant la détresse de millions d'autres à travers le globe. Pis encore, l'argent versé par l'UNRWA est en partie transféré indirectement pour des actes terroristes et des campagnes d'incitation à la haine. Les tentatives d'Israël de trouver une solution appropriée également pour le million de Juifs rescapés des pays arabes ont eux aussi échouées. L'OLP exige toujours le droit au retour de tous les réfugiés de la diaspora palestinienne dans leurs foyers d'avant la création de l'Etat d'Israël.

La situation géopolitique régionale

Depuis le « printemps arabe » déclenché en Tunisie et son effet domino qui avait conduit à faire tomber les régimes de Moubarak, Ben Ali, et Kadhafi, ces pays ne sont toujours pas retournés à la stabilité et au calme. Bien que Daesh perde actuellement des combattants et des territoires stratégiques, des attentats sont perpétrés au Moyen-Orient, en Afrique saharienne, au Maghreb mais aussi en Europe. Pour l'heure aucune solution politique satisfaisante n'a été trouvée pour mettre fin à la guerre civile en Syrie et en Irak. L'intervention de l'Iran dans la guerre et son soutien au Hezbollah et au Hamas menacent la stabilité de toute la région et sabotent toute tentative de paix. Il ne fait aucun doute que la poursuite des actes terroristes dans la péninsule du Sinaï, les menaces du Hezbollah au Nord, comme celles du Hamas au Sud, écartent tout processus de la paix avec les Palestiniens.

Dans la situation actuelle, il est évident que la création d'un État palestinien fragilisé ne pourrait être viable. Il deviendrait, très rapidement, un État terroriste et le théâtre de violences qui menaceront Israël et ses proches voisins, l'Égypte et la Jordanie. Compte tenu de tous ces risques et menaces, il est plus sage de mettre l'accent sur la stabilité de la région et d'envisager une solution régionale pour pouvoir résoudre le problème.

CONCLUSION

Cette étude a tenté de publier en un seul document la vaste activité diplomatique d'Israël et de la communauté internationale pour promouvoir la paix dès la fin de la guerre des Six Jours. Cette étude vise à expliquer la complexité du conflit et analyser son contexte, ses motivations et les raisons de l'impasse avec les Palestiniens. Pourquoi deux voisins arabes, l'Égypte et la Jordanie, acceptent de signer un traité de paix avec Israël, alors que les Palestiniens refusent systématiquement d'accepter toute solution.

Depuis la fin de la guerre des Six Jours et durant plus des 50 années écoulées, il n'y a pas un seul jour où Israël demande à l'Autorité palestinienne de résoudre le problème dans le cadre de négociations directes et sans conditions préalables. Cependant, les Palestiniens n'ont pas changé de narratif ni de position. Ils continuent d'exiger que justice soit faite à la Nakba de 1948, et ils refusent de reconnaître Israël comme l'État-Nation du peuple juif.

Au cours de ces dernières cinquante années tous les gouvernements israéliens, de droite, de gauche ou de salut public, ont essayé à leur manière propre, d'éviter par tous les moyens une guerre de religion et d'écarter les groupes extrémistes et les mouvements messianiques. Les raisons aux échecs sont nombreuses et variées et certaines ne déchargent pas la responsabilité israélienne, mais malgré la complexité du conflit, les difficultés et les contraintes sécuritaires et idéologiques, tous les gouvernements ont refusé d'annexer les territoires. Conscients que faire avancer le processus de paix est une noble priorité et un atout stratégique considérable pour l'avenir de l'Etat d'Israël.

Freddy Eytan

ANNEXES

Liste des documents officiels (voir également la rubrique “Documents”)

- [Allocution du ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, à l'Assemblée générale de l'ONU, 19 juin 1967.](#)
- [Allocution du Premier ministre, Levi Eshkol, 27 juin 1967.](#)
- [Décision du sommet de la Ligue arabe réuni à Khartoum le 1er septembre 1967.](#)
- [La Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée le 22 novembre 1967.](#)
- [Plan de la paix israélien du ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, 8 octobre 1968. Assemblée générale de l'ONU à New York.](#)
- [Discours du ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, à Genève, 21 décembre 1973](#)
- [Yitzhak Rabin présente le nouveau gouvernement, 10 mars 1974.](#)
- [Discours à la Knesset du Premier ministre Yitzhak Rabin, 3 juin 1974.](#)
- [Communiqué du Cabinet israélien concernant la paix avec la Jordanie, 21 juin 1974.](#)
- [Discours du ministre des Affaires étrangères, Yigal Allon, 3 octobre 1974.](#)
- [Lignes directrices de la politique étrangère d'Israël, Yigal Allon, 26 décembre 1974.](#)
- [Mémorandum stratégique Israël-États-Unis, 1^{er} juillet 1975.](#)
- [Discours du ministre des Affaires étrangères, Yigal Allon, à la Knesset, 17 novembre 1976.](#)
- [Communiqué du gouvernement sur la visite du Secrétaire d'Etat Vance, 13 février 1977.](#)
- [Déclaration d'intention du gouvernement Begin, 20 juin 1977.](#)
- [Le ministre de la Défense, Ezer Weizman, sur le démantèlement d'implantations, 28 septembre 1977.](#)

- Discours du Premier ministre, Menahem Begin, adressé au peuple égyptien, 11 novembre 1977.
- Discours de Begin en réponse au Président Sadate, 20 novembre 1977.
- Discours du Premier ministre, Menahem Begin, à la Knesset sur l'accord de paix avec l'Égypte, 18 décembre 1977.
- Interview du Premier ministre, Menahem Begin, avec des journalistes francophones, 21 mars 1980.
- Résolution du Cabinet israélien sur le plan Reagan, 2 septembre 1982.
- Un accord de paix et des arrangements de sécurité signés avec le Liban, 17 mai 1983. [Abrogé par la suite]
- Discours du Premier ministre, Yitzhak Shamir, à la Conférence de Madrid, 31 octobre 1991.
- Déclaration sur les pourparlers entre Jordaniens et Palestiniens, 31 octobre 1991.
- Allocution du ministre des Affaires étrangères, David Levy, à Moscou, 28 janvier 1992.
- Déclaration d'intentions du gouvernement de Yitzhak Rabin, 13 juillet 1992.
- Reconnaissance mutuelle Israël-OLP, 10 septembre 1993.
- Discours de Rabin à la Knesset sur la « Déclaration de principes » avec l'OLP (Oslo 1), 21 septembre 1993.
- Communiqué du sommet de Taba, 21 octobre 1993.
- Déclaration conjointe au Caire des délégations israélienne et palestinienne, novembre 1993.
- Signature du Traité de paix avec la Jordanie, 26 octobre 1994.
- Signature de l'accord intérimaire à Washington, 28 septembre 1995.
- Protocole Hébron-Nétanyahou-Arafat, 23 octobre 1998
- Allocution du ministre des affaires étrangères, David Levy, lors d'une rencontre au passage d'Erez, Gaza, avec Arafat, 13 septembre 1999.
- Signature à Washington de l'établissement de relations diplomatiques complètes avec la République islamique de Mauritanie. (Dans le cadre des efforts de paix avec les Palestiniens), 28 octobre 1999.

- Pourparlers d'Israël avec la Syrie à Washington, décembre 1999-janvier 2000.
- Rencontre du ministre des Affaires étrangères David Levy avec des journalistes algériens, 26 juin 2000.
- Le Premier ministre, Ehoud Barak, sur le sommet de Camp David avec Arafat, et sur les résultats du sommet, 10 et 26 juillet 2000.
- Sommet de Charm el-Cheikh, 4 septembre 2000.
- Déclarations du Président George Bush et Ariel Sharon suite à une rencontre à la Maison Blanche, 7 mai 2002.
- Le Président Bush appelle à une nouvelle direction palestinienne, 24 juin 2002.
- Briefing du Corps diplomatique par le ministre des Affaires étrangères, Benjamin Nétanyahou, 17 novembre 2002
- Le Premier ministre, Ariel Sharon, à la conférence d'Herzliya. Il annonce un désengagement de la bande de Gaza, 18 décembre 2003.
- Discours du Premier ministre Nétanyahou, à l'Université Bar Ilan, lance officiellement la formule « deux peuples deux Etats », 14 juin 2009.